

RAPPORT de CONTROLE le 04/12/2023

EHPAD LE GRAND PRE à LANTRIAC \_43

Mise en œuvre du Plan EHPAD 2022-2024 : Contrôle sur pièces

Thématique: CSP 4 / Gouvernance et Organisation

Organisme gestionnaire : CCAS de LANTRIAC

Nombre de places : 61 places HP

Questions	Fichiers déposés OUI / NON	Analyse	Ecart(s) / Remarques	Prescriptions/Recommandations envisagées	Nom de fichier des éléments probants	Réponse de l'établissement	Conclusion et mesures correctives définitives
1- Gouvernance et Organisation							
1.1 L'établissement dispose-t-il d'un organigramme nominatif détaillant les liens hiérarchiques et fonctionnels ? Joindre le document.	Oui	L'organigramme de l'EHPAD précise clairement les différentes catégories de professionnels présents au sein de l'EHPAD. Il est ancien, daté de 2017. Il présente bien les liens hiérarchiques entre les personnels de l'EHPAD.	Remarque 1 : l'absence d'actualisation de l'organigramme depuis 2017 entraine un risque d'obsolescence de celui-ci et de non prise en compte des évolutions de l'organisation de l'EHPAD.	Recommandation 1 : actualiser l'organigramme régulièrement afin qu'il reflète bien l'organisation de l'établissement, au gré de ses évolutions.		Je vous transmets l'organigramme à jour	L'organigramme remis a bien été actualisé : deux modifications entre les 2 organigrammes sont relevées (la fonction d'IDE référente n'y est plus mentionnée et est inscrit un psychomotricien, qui n'était pas sur l'organigramme de 2017). Néanmoins, la mise à jour n'est pas datée.  La recommandation 1 est levée.
1.2 Quels sont les postes vacants : préciser la nature et la qualification du ou des poste(s) ?	Oui	L'établissement déclare 3 postes vacants au 30/06/2023, sans indiquer le nombre d'ETP correspondant : le poste de MEDEC vacant au 01/07/2023, 1 poste d'AS (arrêt longue maladie remplacé par de l'intérim) et le poste de psychologue (nouveau psychologue recruté au 06/09/2023).					
1.3 Le directeur / la directrice dispose-t-il/elle du niveau requis de qualification ? Joindre le justificatif : soit le diplôme, soit l'arrêté de nomination (CCAS et FPH).	Oui	La directrice, anciennement cadre de santé, est titulaire d'un master Management des organisations de santé depuis 2019. Il a été remis son arrêté de nomination par voie de détachement dans le grade d'attachée principale à compter du 01/06/2020, pour 5 ans. La directrice appartient au cadre d'emploi des attachés territoriaux. L'arrêté porte dans son entête l'indication : "Président, EHPAD de Lantriac". La Directrice est actuellement en alternance pour l'obtention du CAFDES.					
1.4 Dispose-t-il d'un document unique de délégation pour les établissements privés et pour les directeurs sous contrats de droit privé? Joindre le document.	Oui	Deux documents ont été remis : - L'extrait du registre des délibérations du CCAS, daté de 2020, qui donne délégation de signature du Président du CCAS à la Vice-Présidente et à la Directrice de l'EHPAD. - Le Document intitulé "document unique de délégations EHPAD Le Grand Pré", daté de 2020. Le DUD précise "l'objet de la présente délégation est de répondre à l'exigence réglementaire en regroupant dans un document unique les différentes missions confiées par délégation au directeur/trice de l'établissement, notamment dans les domaines de compétences listées par le décret n°2007-221 du 19 février 2007". La directrice de l'EHPAD est bien identifiée comme délégataire et les domaines de compétences prévus par la réglementation sont bien repris dans le DUD. Pour autant, les tableaux du DUD qui détaillent, par domaine de compétence, les compétences déléguées indiquent comme délégataires le Président du CCAS, le Vice-Président et le Directeur du CCAS/CIAS mais pas la Directrice de l'EHPAD. Le DUD ne pose donc pas les compétences déléguées à la Directrice de l'EHPAD.	Ecarts : Le DUD est incomplet en ne présentant pas le détail des compétences déléguées à la directrice de l'EHPAD, ce qui contrevient à l'article D312-176-5 du CASF.	Prescription 1 : compléter le DUD en précisant les délégations données à la Directrice de l'EHPAD (tableaux de détail des compétences déléguées), conformément à l'article D312-176-5 du CASF.		Le DUD sera actualisé au prochain conseil d'administration	Il est pris bonne note de l'engagement pris de compléter le DUD en précisant les délégations données à la Directrice de l'EHPAD (tableaux de détail des compétences déléguées). Le projet de DUD aurait pu néanmoins être transmis. Par ailleurs, la réponse précise qu'il n'existe pas de directeur de CCAS. Pour autant, dans le tableau "mise en place d'une délégation entre le Président et le Vice-Président ou directeur du CCAS/SIAS (page 9, 12, 15 et 17), il est bien indiqué "directeur CCAS/CIAS et la directrice de l'EHPAD n'est pas mentionnée. Le document est effectivement à revoir.  La prescription 1 est maintenue. Transmettre le DUD (avec tableaux modifiés) une fois validé par le prochain Conseil d'administration.
1.5 Une astreinte administrative de direction est-elle organisée et formalisée ? Joindre la procédure et le calendrier du 1er semestre 2023.	Oui	Les calendriers de l'astreinte administrative du premier et second trimestre 2023 et la procédure d'astreinte administrative ont été remis. L'astreinte repose sur 4 professionnels, dont la Directrice. La procédure de l'astreinte remise est complète.					
1.6 Un CODIR régulier concernant l'EHPAD contrôlé est-il mis en place ? Joindre les 3 derniers PV	Oui	La directrice de l'EHPAD déclare qu'elle "travaille en collaboration avec la cadre de santé sur l'ensemble des projets de l'EHPAD et qu'il n'y a pas à proprement parlé de CODIR avec des comptes rendus". Cette appréciation de la direction traduit une approche non institutionnelle de la gestion de l'établissement. L'absence de temps d'échange institutionnel formalisé régulier entre la Directrice et les professionnels "clés" de la structure objective un manque de communication en transversalité formalisé en interne et d'un management non formalisé.	Remarque 2 : l'absence de CODIR réunissant la Directrice et les professionnels "clés" de l'EHPAD ne permet pas de faire le point sur les sujets intéressant l'EHPAD en transversalité, ce qui ne contribue pas à la continuité de l'organisation de l'établissement.	Recommandation 2 : instituer un CODIR.		Un CODIR sera institué avec direction, cadre de santé, cheffe de cuisine, secrétaire, animateur;	La mise en place d'un CODIR est envisagée mais sans précision sur le délai de mise en place. Il est bien noté que les cadres et personnels clés de l'établissement seront présents lors des réunions et que des comptes rendus seront rédigés.  La recommandation 2 est maintenue. Transmettre les comptes rendus du CODIR du 1er mois de mise en place.
1.7 Un Projet d'établissement en cours existe-t-il ? Joindre le document.	Oui	Le projet d'établissement remis couvre la période 2016-2020. Il n'a pas été actualisé depuis. Les comptes rendus du CVS remis apportent des précisions sur l'actualisation du projet d'établissement : "il est en cours de révision, présenté aux familles le 09/06/2022, le premier COPIL s'est tenu le 30/06/2022 et des groupes de travail ont démarré les 21/09/2022, 05/10/2022 et 23/11/2022". Il est aussi mentionné dans les comptes rendus du CVS que les professionnels ont travaillé sur le projet de vie et le projet de soins. Pour autant, aucun élément de réponse n'est apporté pour attester que le projet d'établissement est en cours de réécriture.	Remarque 3 : en l'absence de transmission d'éléments d'information sur les travaux d'élaboration du projet d'établissement, l'établissement n'atteste pas de l'actualisation du projet d'établissement.	Recommandation 3 : transmettre tout élément prouvant l'actualisation du projet d'établissement (par exemple : rétroplanning, CR des groupes de travail, comité de pilotage, etc.).		Je vous transmets le nouveau PE	Le projet d'établissement a été réactualisé et il couvre la période 2022- 2027. Il a été transmis.  La recommandation 3 est levée.
1.8 Un règlement de fonctionnement en cours existe-t-il ? Joindre le document.	Oui	Le règlement intérieur de l'EHPAD a été remis et non le règlement de fonctionnement. Il est attendu en réponse au contradictoire.	Ecarts : en l'absence de transmission du règlement de fonctionnement, l'établissement ne justifie de sa conformité aux articles L311-7 et R311-33 du CASF.	Prescription 2 : transmettre le règlement de fonctionnement de l'établissement afin de s'assurer que l'établissement est en conformité avec les articles L311-7 et R311-33 du CASF.		Je vous transmets le règlement de fonctionnement	Le règlement de fonctionnement de l'établissement a bien été remis. Il correspond bien aux attendus réglementaires et indique les dates des consultations obligatoires (CA/octobre 2023 et CVS/septembre 2023). Néanmoins, il est dommage que le point relatif au CVS ne fasse pas référence au nouveau décret de 2022 (la mention du décret 2004 est toujours inscrite dans le document).  La prescription 2 est toutefois levée.
1.9 L'établissement dispose-t-il d'un(e) IDEC ? Joindre son contrat de travail pour le privé ou son arrêté de nomination pour le public.	Oui	L'établissement a transmis l'arrêté de titularisation de Mme au grade de cadre de santé. Il ne s'agit pas d'un arrêté de nomination sur le poste de cadre de santé. L'établissement n'atteste pas que Mme est bien affectée sur ses missions de cadre de santé.	Remarque 4 : en l'absence de transmission de l'arrêté de nomination de Mme l'affectant sur son poste actuel, l'établissement ne justifie pas qu'elle occupe des fonctions de coordination.	Recommandation 4 : transmettre l'arrêté de nomination de Mme l'affectant sur ses fonctions de coordination.		Je vous transmets les documents du CDG qui correspondent à votre demande	Différentes mentions sur les arrêtés remis confirment que Mme est bien affectée au sein de l'EHPAD le Grand Pré.  La recommandation 4 est levée.
1.10 L'IDEC dispose-t-il/elle d'une formation spécifique à l'encadrement ? Joindre le justificatif	Oui	Les différents documents remis attestent bien que l'IDEC a suivi des formations au management en 2022 et qu'elle détient une équivalence au diplôme de cadre de santé.					

<b>1.11</b> L'établissement dispose-t-il d'un MEDEC ? Son temps de travail est-il conforme à la réglementation ? Joindre son contrat de travail et son planning mensuel réalisé (le mois précédent).	Oui	<p>Le contrat de travail à durée déterminée du MEDEC a été remis. Présent depuis 2020, son contrat de travail est conclu pour 3 ans, de 2020 jusqu'au 31/10/2023. Au jour de la réponse au contrôle (30/06/2023), la direction de l'établissement était informée du départ du médecin au 1er juillet 2023 (cf. réponse à la question 1.2). L'établissement ne dispose donc plus (sauf recrutement depuis) de MEDEC.</p> <p>Le planning de mai du MEDEC est transmis : il travaillait 2 jours par semaine, l'après-midi de 13h30 à 17h.</p>	<b>Ecart 3</b> : en l'absence de médecin coordonnateur, l'établissement contrevient à l'article D312-156 du CASF.	<b>Prescription 3</b> : Doter l'établissement d'un médecin coordonnateur, comme exigé par l'article D312-156 du CASF.		<p>Le médecin coordonnateur intervenait sur 5 EHPAD. Nous sommes donc tous sans medecin. Nous avons mis des annonces . J'ai contacté l'ARS, la CPAM pour trouver une solution, et pour l'instant nous n'avons pas de solution.</p>	<p>Il est pris bonne note que l'EHPAD se trouve sans médecin coordonnateur depuis juillet 2023 et que des actions sont entreprises pour rechercher un nouveau MEDEC, sans aboutir pour l'instant.</p> <p>Il est précisé en réponse que la fonction de MEDEC est partagée entre 5 EHPAD. Cette configuration particulière, à grande échelle, du poste de médecin coordonnateur est peut être un facteur bloquant pour le recrutement. De plus, il est difficilement concevable qu'un MEDEC puisse valablement effectuer l'ensemble des missions de coordination qui lui incombent en étant partagé entre 5 structures. D'autres pistes sont peut-être à réfléchir pour rendre le poste attractif.</p> <p><b>La prescription 3 est maintenue dans l'attente du recrutement effectif du médecin coordonnateur.</b></p>
<b>1.12</b> Dispose-t-il d'une qualification pour assurer les fonctions de coordination gériatrique ? Joindre le ou les justificatifs.	Oui	la Capacité Nationale en Gériontologie de l'ancien médecin coordonnateur a été remise.					
<b>1.13</b> La commission gériatrique est-elle en place et fonctionne-t-elle régulièrement ? Joindre les 3 derniers PV.	Oui	L'établissement a transmis trois comptes rendus de commission de coordination gériatrique, de 2017, 2018 et 2022. Aucun CR n'a été remis pour 2019, 2020 et 2021. Cette absence en 2020 et 2021 peut s'expliquer du fait de la crise Covid, mais aucune explication n'a été fournie pour 2019.					
<b>1.14</b> Le rapport d'activités médicales annuel (RAMA) est-il élaboré ? Joindre le dernier (RAMA 2022).	Oui	Le Bilan médical 2022 a été remis. Il présente les éléments attendus du RAMA.					
<b>1.15</b> L'établissement a-t-il une pratique régulière de signalement aux autorités de contrôle des événements indésirables (EI) et ou événements indésirables graves (EIG)? Joindre les signalements des EI/EIG des 6 derniers mois.	Oui	L'établissement a transmis deux formulaires de signalement des EI/EIG aux autorités administratives, renseignés à la main. L'un d'entre eux concerne la période des six derniers mois 2023.					
<b>1.16</b> L'établissement s'est-il doté d'un dispositif de gestion globale des EI/EIG : de la déclaration en interne, traitement de l'évènement, réponse apportée à l'analyse des causes ? Joindre le tableau de bord EI/EIG qui mentionne ces actions pour l'année 2022.	Oui	L'établissement déclare qu'il possède en interne un classeur où sont classés les signalements EI et en cas de déclaration EI, elle est analysée par la directrice, la cadre de santé et le MEDEC pour y apporter une réponse. L'établissement mentionne également qu'il n'a pas mis en place de tableau de bord de suivi des EI/EIG. L'établissement déclare qu'il va "devoir travailler plus sur les procédures, analyses et tableau de bord".	<b>Ecart 4</b> : L'EHPAD ne dispose pas de dispositif de recueil et suivi des EI/EIG, ni de procédure, ce qui ne favorise pas les déclarations aux autorités administratives compétentes au titre de l'article L 331-8-1 du CASF.	<b>Prescription 4</b> : mettre en place une procédure de déclaration des EI/EIG, s'assurer de son appropriation par le personnel de l'EHPAD, et établir un dispositif de gestion, recueil et suivi des EI/EIG, afin de garantir la déclaration des événements / dysfonctionnements prévue à l'article L331-8-1 du CASF.		<p>une procédure existe, des déclarations sont faites sur le logiciel de soins mais qui n'est pas complet.</p>	<p>Plusieurs documents sont remis (la fiche de signalement et les procédures de déclaration des EI et des EIG) qui attestent que l'EHPAD a à disposition des outils de signalement. Il est bien noté que la directrice et la cadre de santé, qui ont suivi un Webinaire organisé par l'ARS sur le sujet, s'engagent à améliorer le dispositif en place.</p> <p><b>La prescription 4 est levée.</b></p>
<b>1.17</b> Avez-vous organisé de nouvelles élections du Conseil de la Vie Sociale (CVS) suite au décret du 25 avril 2022 ? Joindre la dernière décision instituant le CVS qui identifie chaque catégorie de membres.	Oui	<p>L'établissement a transmis un courrier de la Directrice, daté du 30/01/2023, adressé aux résidents, familles et au personnel de la structure. Il rappelle les missions et la composition du CVS, annonce la date des élections le 17/02/2023 et du dépôt des candidatures le 08/02/2023 et comprend le coupon à retourner à l'établissement pour proposer les candidatures.</p> <p>Le compte rendu du CVS du 23/03/2023 remis précise la nouvelle composition du CVS. Le président du CVS a été élu lors de cette réunion. Le règlement intérieur du CVS a été adopté lors de cette séance.</p>				<p>j'ai suivi un webinaire le 8//11 en lien avec l'ARS et nous allons travailler sur l'ensemble du processus avec les agents.</p>	
<b>1.18</b> Suite à la nouvelle élection du CVS, avez-vous procédé à l'approbation du nouveau règlement intérieur du CVS ? Joindre le PV du CVS se prononçant sur le règlement intérieur.	Oui	Le règlement intérieur du CVS a été adopté par le CVS lors de la réunion du 23/03/2023. Il reprend bien la réglementation sur le CVS en vigueur suite au décret du 25/04/2022.					
<b>1.19</b> Joindre les 3 PV du CVS de 2022 et les derniers de 2023	Oui	L'établissement a transmis 4 comptes rendus de CVS : 14/09/2021, 15/03/2022, 25/11/2022 et 23/03/2023. En 2022, seulement deux CVS se sont tenus alors que la réglementation en prévoit au minimum 3 par an. La consultation des documents fait ressortir que les sujets abordés en séance sont nombreux et les échanges riches.	<b>Ecart 5</b> : En l'absence d'organisation de 3 réunions de CVS en 2022, l'EHPAD contrevient à l'article D311-16 du CASF.	<b>Prescription 5</b> : Veiller à réunir le CVS au moins 3 fois par an, conformément à l'article D 311-16 du CASF.		<p>J'y serais vigilante</p>	<p>Il est pris acte de l'engagement de la direction de l'EHPAD de tenir au moins 3 fois par an le CVS.</p> <p><b>La prescription 5 est levée.</b></p>
<b>2- Accueil Temporaire (Accueil de Jour et/ou Hébergement Temporaire)</b>							
<b>2.1</b> Combien de lits en HT et/ou places en AJ sont autorisés au 1er janvier 2023 ? Joindre le justificatif.		L'établissement ne dispose ni d'HT, ni d'AJ.					
<b>2.2</b> Combien de lits en HT et/ou places en AJ sont occupés au 1er janvier 2023 ? Joindre le justificatif.							
<b>2.3</b> L'Accueil de Jour et/ou l'Hébergement Temporaire dispose(nt)-t-il(s) d'un projet de service spécifique ? Joindre le document.							
<b>2.4</b> L'Accueil de Jour ou/et l'Hébergement Temporaire dispose(nt)-t-il(s) d'une équipe dédiée ? Joindre le planning du service sur une semaine en affichant les codes, les noms et les fonctions occupées.							
<b>2.5</b> Quelle est sa composition en indiquant la qualification pour chaque poste occupé? Joindre les diplômes.							
<b>2.6</b> Le règlement de fonctionnement prévoit-il les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'Accueil Temporaire (Accueil de Jour et/ou Hébergement Temporaire)? Joindre le document.							